

## **RÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET PSYCHOLOGIQUE DU CAPITALISME ET DE LA TECHNOCRATIE: LE MARCHÉ COMMUN ANNONCE-T-IL LA FÉDÉRATION EUROPÉENNE DES ÉTATS-MAJORS ET DES TRUSTS, RAPPROCHE-T-IL DE CELLE DU VÉRITABLE SOCIALISME? (2<sup>ème</sup> partie)**

### **Montée universelle de la technocratie**

A cette nationalisation, cette étatisation de l'économie à l'intérieur des pays capitalistes portant au départ sur la prévision, la coordination, puis, peu à peu, sur le système financier et l'organisation de la production s'ajoute la mainmise directe de l'État sur des entreprises, des branches entières de l'économie: nationalisation des transports, d'autres secteurs clefs ou déficitaires. Prolifique alors, comme certains l'avaient annoncé (Burnham), une technocratie publique vivant en symbiose avec la technocratie privée (cadres et techniciens supérieurs, «organisateurs»), non nécessairement propriétaire de l'appareil, mais indispensable pour le faire fonctionner. Que ces technocrates soient directement au service des grands intérêts privés (Monnet) ou non importe secondairement. Ce qui importe d'abord comme pour la technocratie soviétique, c'est leur capacité réelle de gérer l'appareil économique sans trop d'à-coups, d'imprévoyance et d'incohérence. Que ces technocrates capitalistes ou soviétiques opèrent en fonction des besoins réels de la population est une autre histoire...

### **Le Marché Commun: mécanisme régulateur de l'économie capitaliste**

Le Marché commun est précisément l'exemple d'un de ces mécanismes, d'une de ces structures technocratiques mises en place pour éviter de trop grands dérèglements de l'économie capitaliste dans une des zones particulièrement critique du système. Il est évident que le Marché commun n'a été institué que par la volonté du grand capital et de la bourgeoisie des pays intéressés: Allemagne, France, Italie, Bénélux et avec la bénédiction de leur maître à tous, le grand capitalisme impérialiste américain. On saura plus tard d'où venait la plus grande impulsion, mais les uns et les autres y voyaient, par l'ouverture contrôlée d'un grand marché européen, un stimulant aux économies étriquées et fragmentaires, à l'économie essoufflée des États-Unis, un moyen de prolonger l'expansion et d'éviter les crises et une consolidation des capitalismes nationaux d'Europe par un régime supérieur de régulation. En bref, le Marché Commun doit renflouer le capitalisme localement et, par voie de conséquence, mondialement.

### **Vers une troisième grande puissance mondiale**

Si les États-Unis appuient tant le Marché commun, c'est bien sûr qu'ils y voient avant tout le renforcement de leur système économique et l'établissement aux portes de l'Europe soviétique d'une puissante Europe capitaliste, liée à eux. C'est pour la même raison qu'inversement l'U.R.S.S. et les Partis Communistes voient d'un si mauvais œil ce même Marché Commun. Mais où les partisans et artisans européens du Marché Commun voient plus loin, c'est en tendant à ce que ce Marché, d'organisme vassal des États-Unis devienne la base d'une future troisième grande puissance mondiale.

### **L'ère des grands espaces économiques**

Il est bien évident, en effet, que l'ère des petites États nationaux est révolue et qu'avec le XX<sup>ème</sup> siècle est arrivée celle des grands espaces économiques, des grands États multinationaux, des blocs de nations. Le poids incomparable qu'exercent dans le monde les colosses déjà constitués: États-Unis et U.R.S.S. en est

la preuve de même que l'on pressent déjà l'importance inéluctable que sera celle des grands ensembles en voie d'équipement: Chine, Inde. Seule de grands marchés allant jusqu'à englober plusieurs centaines de millions d'hommes sont à la mesure des moyens modernes de production, seuls, ils peuvent permettre le développement d'entreprises géantes et d'industries très coûteuses. Les pays producteurs complets d'automobiles, c'est-à-dire les créant, depuis le bureau de recherches jusqu'à la chaîne, étaient déjà peu nombreux (U.S.A., Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie, U.R.S.S.), les autres ne pouvant que copier ou monter les pièces créées ou produites ailleurs. Pour les avions de transport à réaction il n'y a que trois constructeurs complets: U.S.A., U.R.S.S. et Grande-Bretagne, la France se contentant d'équiper ses caravelles de moteurs anglais. En ce qui concerne les industries cosmonautiques et nucléaires où les capitaux demandés sont plus grands encore et les recherches encore plus complexes, les deux très grands restent pratiquement seuls en présence. (Bien sûr, on pourra objecter que la cosmonautique est bien superflue quand il reste tant d'hommes manquant d'un minimum de nourriture... mais d'une part, ni les nations, ni les États n'ont jamais été guidés par la philanthropie et, d'autre part, à côté d'aventures lunaires, il y a l'aventure de la science et de la technique qui sans cesse accroît les moyens de l'homme lui permettant de transformer la nature. Les utilisations pacifiques de l'énergie atomique ne sont plus à dénombrer. Dans le domaine nucléaire précisément, les grands accélérateurs de particules sont à peine à la mesure des plus grands États, douze États européens ont dû mettre leur effort en commun pour en édifier un à Genève comparable à celui des États-Unis ou de l'U.R.S.S. Quant à la construction d'un quatrième accélérateur de particules plus puissant, il faudrait faire appel à une collaboration russe-américaine.

### **Tendance allemande vers l'unification de l'économie européenne**

C'est en Allemagne que l'on trouve les tendances les plus nettes et les plus anciennes à la réalisation d'un grand espace économique européen: d'abord l'Allemagne a fait son unité grâce avant tout à l'union douanière (*Zollverein*) préconisée par les économistes du début du XIX<sup>ème</sup> siècle comme List. Ensuite, dernière arrivée des puissances coloniales, elle n'avait pu se tailler qu'un maigre et disparate empire d'outre-mer au temps de Guillaume II. D'où la résonance, en Allemagne, depuis cinquante ans, des appels à l'expansion sur le continent européen comme les slogans sur l'*Espace vital* nécessaire à l'Allemagne, sur l'*Europe nouvelle* de Hitler. Volonté d'unir l'Europe en un grand espace économique sous la domination allemande qui n'a eu pour équivalent à notre époque que l'essai parallèle du Japon, de créer également par les armes, la grande sphère de la prospérité asiatique. D'où la force, en Allemagne, depuis la guerre, des divers mouvements paneuropéens qui sont comme une résurgence, sous une forme pacifique (économisme, fédéralisme), de la vieille tendance de l'industrie allemande à éclater sur toute l'Europe. Peuple plus que jamais resserré sur lui-même puisque ayant perdu les provinces de l'Est aujourd'hui polonaises, et celles du centre, constituées en *Démocratie Populaire Allemande*, peuple rejeté à l'ouest où il s'entasse pour plus des trois quarts dans cette longue et sinueuse bande de terre à peine large de 250 kilomètres qui s'appelle l'*Allemagne Fédérale*: plus peuplée que la France, deux fois moins grande et bien moins fertile, nation n'ayant qu'une richesse: l'énorme bloc de houille de la Ruhr, assise du plus concentré et du plus dangereux des capitalismes, capable, par deux guerres mondiales, de tenir tête seul au reste du monde. L'*Unification Européenne*, c'est, pour ce gros capitalisme l'occasion de pouvoir enfin dominer une très grande puissance en formation.

### **Ralliement français.**

La France, aussi, a essayé de faire l'Europe, par la force, à son profit: alors la plus grande, la plus peuplée, la plus riche, la plus active des puissances du continent, elle ne réussit qu'à faire l'unanimité contre elle ou plutôt contre ses deux Führer avant la lettre: Louis XIV et Napoléon qui disparurent après l'avoir saignée blanc. Elle ne s'est jamais remise de ces épopées, surtout de la dernière, celle de la Révolution et de l'Empire et depuis, exsangue, essoufflée, assagie, elle n'a guère pu empoisonner ses voisins en voulant faire leur bonheur. Pendant le XIX<sup>ème</sup> siècle, son développement capitaliste, quoique précoce, fut relativement lent, comme la naissance de sa population. Finalement elle vint à l'orée du XX<sup>ème</sup> siècle se ranger tranquillement dans le sillage colonial, économique et diplomatique de l'Angleterre dont elle devint le premier satellite (les seconds étant à l'époque l'Italie et le Japon). C'est ce qu'à grand renfort de flonflon et de calicots, la bourgeoisie célébra sous le nom d'*Entente Cordiale* et qui valut les bienfaits de la première guerre mondiale: nouvelle saignée et mise à plat définitive. Hors de course dès le début de la seconde guerre mondiale, elle en souffrit beaucoup moins que de la première. La bourgeoisie ayant rejeté l'union anglaise en 1940 (toujours Jeanne d'Arc), elle put tranquillement mettre l'économie au service d'une Allemagne qui empêcha soigneusement tout mouvement ouvrier pendant quatre ans. Perdant depuis cette guerre, une à une, toutes ses colonies avec la mauvaise grâce et l'avarice que l'on sait, la France se vit toute naturellement portée à

renverser son orientation économique et politique, se détournant de l'outre-mer pour le continent européen, délaissant la suite de l'Angleterre pour la suite de l'Allemagne; ce qui donne aux observateurs de nos générations l'exemple d'un des plus hilarants renversement d'alliance et l'un des plus cocasses changement d'ennemi héréditaire: l'Allemand cessant d'être marqué de toutes les tares de la sauvagerie et de la bête brute pour recevoir les mérites d'un bon partenaire commercial; tout cela dans l'indifférence générale. Par leur force irrésistible, les intérêts économiques sont capables de contraindre le plus rétrograde, le plus étroitement national des gouvernements d'après-guerre, celui du Général de Gaulle à faire démarrer, le 1<sup>er</sup> Janvier 1959, le *Marché Commun*.

### **Retournement constraint de la Grande-Bretagne**

Et voici que maintenant, la Grande-Bretagne suit la France dans l'alliance allemande et dans l'enracinement sur le Continent. Traditionnellement hostile à toute unité de l'Europe, la Grande-Bretagne semble à ce point décadente, que, ne pouvant empêcher cette unité, elle ne trouve d'autre solution que de s'y joindre. Premier pays industriel berceau du capitalisme et de la démocratie bourgeoise dès le XVIII<sup>ème</sup> siècle, entrepôt, usine et banque du monde entier, principal foyer d'impérialisme au XIX<sup>ème</sup> siècle, l'Angleterre est la grande perdante du XX<sup>ème</sup> siècle. Elle doit, la dernière, renoncer au rêve du libre échange qui lui aurait sauvé la prépondérance, et doit rivaliser avec de jeunes États renforcés par le protectionnisme douanier, qui la surprennent, la première guerre mondiale qu'elle fait déclencher ne l'avance finalement à rien, elle reste en crise permanente et la grande dépression des années 30 la voit se replier économiquement un peu plus sur la sphère privilégiée (Commonwealth et Zone Sterling) à l'intérieur de laquelle elle garde le rôle qu'elle jouait pour le monde entier au siècle précédent. Mais, même cette zone unique, faits à sa mesure et préservée avec diplomatie de l'éclatement ne suffit plus après 1960 à garantir son essor, et stimuler sa production. Principal artisan des défaites de Napoléon, premier intéressé à l'écrasement de l'Allemagne de Guillaume II, adversaire central et le plus tenace de Hitler, le Royaume-Uni, après avoir tout fait pour saboter la réalisation du *Marché Commun* puis pour le concurrencer par la création éphémère d'une petite Zone Européenne de Libre Échange (Europe des sept) se voit dans l'obligation de solliciter son admission dans ce Marché Continental, au risque de faire éclater le Commonwealth. C'est un changement d'orientation, un renversement de vapeur plus profond et plus impressionnant que celui de la France: c'est celui d'une grande puissance maritime mondiale qui se rend compte qu'elle n'est qu'une petite nation d'Europe.

**Roland BRETON.**

---